

Enquête publique Révision du décret de la réserve de SCANDOLA

Nous, maires des communes de **Piana, Ota, Serriera, et Galeria**, nous félicitons de la démarche de révision du décret de création de la réserve de Scandola. Nous l'attendions avec impatience. En effet, depuis 1975, les problématiques ont évolué. Lors de sa création l'objectif était de distinguer et de protéger un territoire littoral aux qualités paysagères remarquables, doté d'un écosystème exceptionnel. Ce décret a permis la mise en œuvre de mesures satisfaisant les protecteurs de l'environnement, habitants, élus et scientifiques qui ont participé à la concrétisation de ce projet.

La médiatisation qui a suivi cette création s'est progressivement amplifiée portée par les magnifiques images des orgues rhyolitiques, des falaises de la caldera, des curiosités géologiques, du contraste éblouissant entre les couleurs des roches, du maquis et de la mer. Tout cela a attiré des visiteurs et créé une industrie touristique pour les accueillir et leur permettre de faire des visites en bateau, de la plongée sous-marine et bien sûr de se restaurer et de se loger. Les plaisanciers qui inscrivaient sur leur carnet de voyage la réserve de Scandola étaient de plus en plus nombreux.

Le mouvement s'est amplifié et aujourd'hui la réserve est victime de son succès. La fréquentation touristique en haute saison est importante. Bien sûr, elle n'altère ni les merveilles géologiques, ni le vert du maquis ou le bleu de la mer mais la visite n'est plus une découverte. Les bateaux font la queue à l'entrée des failles et le son des commentaires enregistrés couvre le bruit de l'eau qui court le long de la coque. La protection s'est retournée contre elle-même. Les ancrages des plaisanciers dégradent l'herbier de posidonies et le bruit des jets ski dérange la faune sous-marine.

Le projet qui nous est présenté aurait dû nous enthousiasmer. Ce n'est pas le cas.

Le projet est achevé, nous avons été écartés de son élaboration et avec nous les habitants de nos communes. Cette méthode a conduit à un projet non concerté, qui adaptant le décret de 1975 recèle les mêmes défauts : une incapacité à s'adapter aux nécessités futures, associée à la plus extrême lourdeur de la procédure de révision. N'importe quelle modification même minime demande trois années pour aboutir.

L'exemple de l'interdiction de navigation à proximité des nids de Balbuzard illustre parfaitement cette régression. Les alentours d'un nid déserté par les oiseaux plusieurs années, ne pourront être rendu à la navigation, alors que le système actuel permet d'actualiser les interdictions en fonction de l'occupation des nids. De plus ce système institue une gestion différente entre la réserve et le reste de la côte. C'est plutôt de cohérence entre les outils de gestion dont ce territoire a besoin.

Nous voulons plus de liberté. Nous voulons pouvoir expérimenter. Nous voulons pouvoir revenir en arrière si nous nous trompons. Bref nous voulons une réserve vivante que nous ferons évoluer, que nous pourrons toujours parcourir en bateau avec nos enfants, qui pourra accueillir des vacanciers des scolaires, qui prendra en compte les variations de

fréquentation suivant les saisons, qui fera de tous les visiteurs émerveillés des sentinelles attentives pour l'avenir.

Nous sommes toujours convaincus qu'il est nécessaire d'adapter le cadre de gestion de la réserve de Scandola aux réalités d'aujourd'hui et de demain, c'est pourquoi c'est avec le sentiment d'une occasion manquée, qu'à regret nous nous prononçons contre le projet de révision du décret de la réserve de Scandola.

Toutefois, nous restons ouverts dans le cadre de l'enquête publique à travailler avec les services de l'Etat pour apporter des propositions allant dans le sens de la préservation indispensable du site tout en permettant de pouvoir continuer à visiter cet endroit emblématique.